

LA PREMIERE GUERRE MONDIALE : LE « SUICIDE DE L'EUROPE » ET LA FIN DES EMPIRES EUROPEENS

CHAPITRE 10 pages 262 à 281

Les sociétés civiles en guerre : des civils acteurs et victimes de la guerre

À l'été 1914, l'annonce de la guerre se fait d'abord dans un climat de trouble et d'angoisse, auquel finit par succéder l'affichage du consensus que chaque société parvient à produire. De fait, dans la plupart des Etats belligérants, les divisions politiques s'effacent et la nation fait front pour assurer la victoire. En France, le président Poincaré utilise pour la première fois le terme « **Union sacrée** » et appelle à défendre la patrie en danger. En Allemagne, le parti social-démocrate accepte aussi de se lancer dans une guerre défensive ; Guillaume II déclare : « Je ne connais plus de partis, je ne connais que des Allemands ». Au Royaume-Uni, malgré de fortes tensions entre catholiques irlandais et protestants britanniques, les premiers proposent de combattre aux côtés des seconds. La situation est néanmoins différente en Autriche-Hongrie et en Russie. La première est un empire multinational, qui ne peut guère compter sur un patriotisme unitaire ; la seconde est confrontée à un mécontentement populaire de plus en plus fort, qui porte atteinte à l'image et à l'autorité du tsar Nicolas II. Partout, les hommes partent au front pour se battre. A **l'arrière** (par opposition au front, où se déroulent les combats, l'arrière est l'espace où se trouvent les civils), la vie quotidienne de millions de **civils** (personnes qui ne sont pas militaires) est donc bouleversée du jour au lendemain. Ils vont être les acteurs d'une **mobilisation** (ensemble des opérations permettant aux armées de pouvoir combattre) **dans tous les domaines** : humaine, économique, idéologique... Ils doivent, par leur implication, permettre à l'armée de combattre et à la vie du pays de pouvoir continuer. Mais les civils doivent aussi faire face aux violences de la guerre : invasions de l'ennemi, bombardements, génocide pour les Arméniens... Pour la première fois de l'histoire de manière aussi importante, la frontière entre civils et militaires semble s'effacer.

>>> **Comment les sociétés civiles vont-elles vivre la guerre ? En quoi pour la première fois de l'histoire, les civils deviennent-ils des acteurs et des victimes d'un conflit lors de la Première Guerre mondiale ?**

A/ Les sociétés saisies par la guerre

1. Craintes et attentes de la guerre

Fin juillet 1914, l'accélération de la crise diplomatique suscite une forte inquiétude en Europe. Les attroupements pour lire les journaux et les dépêches se multiplient. Devant l'imminence du conflit, des réactions de panique se multiplient (retraits bancaires massifs, achats de nourriture (tiens, tiens...)). **Les opposants à la guerre parviennent à se mobiliser** : on compte 100 000 manifestants pacifistes en Allemagne le 28 juillet et autant le 2 août en Grande-Bretagne ; en France, les rassemblements sont épars mais assez importants : 5 000 à Brest, 10 000 à Montluçon, peut-être 20 000 à Lyon... **Les journées précédant l'entrée en guerre voient aussi se multiplier les incidents entre « patriotes » et antimilitaristes »** comme à Fribourg en Allemagne.

En effet, à l'inquiétude d'une partie de la population s'oppose l'exaltation nationaliste, qui connaît de réels déchaînements : dans les capitales, les ambassades des pays adverses sont entourées d'attroupements menaçants. Les clients qui restent silencieux lorsque les chants patriotiques sont entonnés dans les cafés sont menacés et parfois brutalisés. Le passage à l'acte nationaliste est extrême à Paris où Jean Jaurès est assassiné le soir du 31 juillet, son meurtrier R. Vilain, voulant symboliquement décapiter le pacifisme avant l'entrée en guerre.

2. L'annonce de la guerre

L'annonce de la guerre suscite la stupeur en France, immédiatement suivie d'une consternation plus grande encore lorsque le lendemain, le 1^{er} août, une affiche partout apposée lance la mobilisation générale, annoncée à la volée des cloches dans les campagnes. Dans l'Empire russe, les réticences à la mobilisation déclenchent des émeutes et des pillages faisant environ trois cents morts. A l'ouest de l'Europe, les témoignages écrits disponibles concordent sur la tristesse et le silence des communautés urbaines et rurales. Un décalage s'opère entre les réactions intimes, mêlées de peur et de chagrin, et celles qui peuvent être publiquement affichées : calme, courage, résignation, résolution. **Un « mythe de 1914 » (pour la France, lire J.-J. Becker) a longtemps existé évoquant l'entrée en guerre comme un moment d'enthousiasme spontané et unanime (le « mythe de la fleur au fusil »).** Les rassemblements enthousiastes recensés en ville, surtout à Paris, Vienne ou Berlin ont des spécificités sociales : ils comptent beaucoup de vacanciers bourgeois et étudiants qui ne sont pas représentatifs des populations dans leur ensemble.

3. Mesures d'exception et Union sacrées

Face à ces troubles, l'autorité des Etats s'affirme rapidement. La loi martiale en Allemagne, l'état de siège en France confèrent de très larges pouvoirs de police et de justice aux autorités militaires. La vie démocratique est mise entre parenthèses et l'exercice du vote, quand il existe, est reporté. La liberté d'expression disparaît en droit et en fait, toute opinion opposée à la guerre pouvant être pénalement sanctionnée. L'évolution est moins brutale en Grande-Bretagne où la

Neutrality League peut encore, le 4 août, faire paraître un encart pacifiste dans la presse. Ailleurs, celle-ci fait l'objet d'une censure et d'une surveillance qui s'organisent rapidement tandis que le Communiqué militaire reproduit par tous les journaux dicte les informations publiables.

L'essentiel réside dans l'unanimité produite au sommet des Etats. Alors que les divisions politiques sont très profondes à la veille du conflit, les dirigeants affichent rapidement leur « Union sacrée ». Cela annonce la suspension des affrontements politiques pour la durée du conflit et le rassemblement autour de la nation, dans une guerre considérée comme juste et défensive : **chaque classe politique est persuadée que sa nation n'a pas désiré la guerre et qu'elle est dans son bon droit.** Même les socialistes s'y rallient ce qui peut être perçu comme un reniement des idéaux et engagements pacifistes de l'Internationale : les socialistes français sont hébétés par la mort de Jean Jaurès et entend soutenir la nation et surtout la République contre le militarisme prussien ; les socialistes allemands ne veulent pas apparaître comme des traîtres à la nation. **Surtout, une fois la guerre déclarée, les attitudes d'opposition et de refus, délégitimées, sont très difficilement tenables (les insoumis ne sont qu'environ 1% en France).**

B/ Les civils, acteurs d'une guerre totale¹ déf pg 274 (livre p. 264-265)

1. La mise en place d'une économie de guerre

En 1914, la guerre n'est pas censée durer : les états-majors ont mis en point des stratégies offensives visant une victoire rapide (cf. **Chapitre 9**). En effet, l'ampleur des moyens mobilisés rend normalement impossible la poursuite des combats sur le long terme. Quand, à la fin de 1914, le conflit s'enlise, les Etats n'ont d'autre choix que de mobiliser l'arrière dans un effort de guerre sans précédent. L'économie de paix se transforme en économie de guerre.

La production industrielle est rapidement inférieure aux besoins de l'armée : les stocks de munitions accumulés avant la guerre sont épuisés en quelques mois. Les Etats doivent assurer la logistique militaire, équiper et nourrir les armées. **Les États instaurent alors le dirigisme économique** : il oriente les productions, répartit les matières premières, fixe les prix et mobilise la main-d'œuvre : l'objectif est de mobiliser toutes les ressources matérielles pour l'effort de guerre. En France, dès 1915, le ministre de l'Armement, Albert Thomas, contrôle l'accès aux matières premières, passe commande aux industriels et coordonne leur activité. Toutes les entreprises susceptibles de fabriquer du matériel de guerre sont reconverties en usines de guerre : Schneider (acier), Citroën (obus), Breguet (aéronautique), Renault et Peugeot (véhicules militaires puis obus) **docs 2 et 3 pg 264, doc 5 pg 265**, Saupiquet (rations des soldats). En Allemagne, le programme Hindenburg (1916) prévoit de doubler la production de grenades et de tripler celle des mitrailleuses et des obusiers.

¹ L'Etat mobilise non seulement les hommes, les femmes mais également l'industrie, la finance, l'économie, la science.

Dans ces conditions, les dépenses militaires explosent. L'impôt sur le revenu, qui existe déjà en Grande-Bretagne et en Allemagne, et a été instauré en France en 1914 juste avant le début du conflit, est perçu pour la première fois en 1916 mais se révèle insuffisant. **Les Etats créent alors plus de monnaie** par l'émission massive de billets, ce qui provoque de l'inflation. Le gouvernement décide aussi **de taxer les bénéfices des entreprises liées à la guerre**. Les Etats belligérants ont également **recours à l'emprunt**, à la fois auprès d'autres Etats comme les Etats-Unis et auprès de leur population avec des **emprunts nationaux** (la France lance son premier emprunt national à grand renfort de propagande en novembre 1915 **doc 4 pg 265**). Pour récolter des fonds supplémentaires, ils mobilisent enfin les écoliers pour faire la quête lors de journées patriotiques (« Journée du Poilu » ...).

2. Un besoin généralisé de main d'œuvre : la mobilisation des civils

Alors qu'il faut produire toujours plus, le nombre de travailleurs est **considérablement réduit par la mobilisation**. En France, 3 millions d'hommes sont mobilisés (23% de la population active). Se pose alors la question de leur remplacement.

Les Etats font d'abord appel à des renforts masculins extérieurs venus des colonies ou de l'étranger. On met alors en place des accords avec des puissances (Portugal, Grèce, Espagne, Chine) pour capter des travailleurs : en France, 89 000 Algériens, 35 000 Marocains, 18 500 Tunisiens, 49 000 Indochinois **doc 1 pg 264**, 37 000 Chinois, 5 500 Malgaches soit un total de 225 000 travailleurs coloniaux et chinois seront employés dans les usines. **On met aussi à contribution les prisonniers de guerre et parfois les civils des régions occupés** (comme en Belgique et dans le nord de la France par les Allemands).

Dès 1915, une loi française permet de retirer du front les ouvriers qualifiés dont l'industrie a besoin : en 1917, 500 000 d'entre eux ont regagné leur usine. En décembre 1916, l'Allemagne adopte la loi sur le service auxiliaire : tous les hommes de 17 à 60 ans inaptes au combat doivent travailler dans des établissements œuvrant pour l'effort de guerre. Les syndicats font par ailleurs des concessions : en France, la durée de travail quotidienne, fixée normalement à 10 h, est dépassée et le travail de nuit est généralisée.

Cette main d'œuvre masculine ne suffit pas. Les femmes sont amenées à remplacer les hommes (**attention ! La guerre ne constitue pas une entrée des femmes dans le monde du travail : elle accélère en fait une hausse du taux d'activité féminin lequel est déjà élevé avant 1914** : en France, les femmes passent de 38% à 46% de la main d'œuvre entre 1911 à 1918 et de 29% à 37% en Grande-Bretagne aux même dates) **bio de René Viviani pg 281**. **Si le travail féminin a tant marqué les contemporains, c'est moins par la hausse de l'activité que par le déplacement sectoriel qu'il connaît : elles sont amenées à occuper des positions bien plus visibles dans l'effort de guerre et l'espace public** : dans les campagnes, elles prennent en main les exploitations. Elles remplacent aussi les hommes à l'usine, comme les « **munitioinettes** » **doc 1 pg 262** dans les usines d'armement, sur les 1.7 millions de personnes employées par l'industrie d'armement, 25% sont des femmes. Elles peuvent

aussi conduire des camions, des ambulances (voire être techniciennes comme ces 750 mécaniciennes dans des centres d'entraînement de la Royal air Force au Canada) ou devenir professeurs de lycée. A toutes ces travailleuses, s'ajoutent les bénévoles qui s'engagent dans les services santé : en France, on dénombre 100 000 infirmières ou volontaires de la Croix-Rouge ; **Marie Curie** (**Point de Passage p. 266-267**) quitte ses laboratoires et applique ses recherches au soin des blessés au front : elle participe à la conception de voitures équipées d'appareils de radiologie, les « **Petites Curies** » **doc 6 pg 267**, présentes sur les différents fronts, afin de limiter les déplacements des blessés ; elle parcourt elle-même le front avec sa fille et forme des jeunes filles au maniement des appareils de radiologie.

Est-ce que la Première Guerre mondiale est pour autant une expérience de liberté pour les femmes ?

Certes des opportunités professionnelles nouvelles voient le jour, mais elles concernent des femmes plutôt **jeunes, urbaines**, soit ouvrières soit des **couches plus aisées**. Deviennent ouvrières, infirmières... Marie Curie organise un service de voitures radiologiques, des figures d'activistes sociales montrent l'exemple à leurs concitoyennes. Les autres doivent reprendre en main l'exploitation agricole, sont sous le contrôle du village. Un **contrôle social accru** se développe pendant le conflit : en France, les femmes qui jouent le rôle de « **marraines de guerre** » **doc pg 274** et écrivent à des soldats célibataires sont soupçonnées d'immoralité ; sur les lieux de travail, on tente de prévenir par un strict partage des espaces le mélange inquiétant entre femmes et hommes (surtout si ces derniers sont des prisonniers ou des coloniaux). Cette logique de la division sexuée se traduit enfin par une inégalité salariale parfaitement assumée par les employeurs. En 1918, la peur d'une masculinisation des femmes entraîne pour elles une forte répression. Elles sont brutalement renvoyées à leurs foyers à la fin du conflit. Si les femmes obtiennent le droit de vote en 1918 au Royaume-Uni et en Allemagne et en 1920 aux Etats-Unis (femmes blanches uniquement), en France, elles doivent se contenter d'accéder plus facilement aux études supérieures. Dans les grandes villes, elles adoptent des modes de vie plus libres, s'habillent avec des robes plus courtes et se coiffent à la « garçonne ». Mais leur émancipation est freinée par une politique nataliste : une loi de 1920 durcit la répression de la contraception et l'avortement par peur du déclin démographique...

3. La mobilisation des esprits

Dans un contexte de guerre d'usure, les autorités cherchent à maintenir le moral des troupes et de l'arrière. Pour rassurer et faire tenir les populations, l'information est contrôlée **doc 6 pg 265**. De fausses nouvelles sont diffusées par la presse ou par des brochures officielles. Les soldats dénoncent le « bourrage de crâne ». En 1915, le journal Le Canard enchaîné est créé en réaction à la censure et à ce « **bourrage de crâne** ». Le contrôle postal surveille le contenu des courriers échangés entre le front et l'arrière pour éviter que d'inquiétantes nouvelles ne parviennent aux familles. Le théâtre, la chanson sont également surveillés et censurés. La propagande devient une activité centrale de la guerre. L'encadrement des esprits devient la règle. La société est sous surveillance. La consommation d'alcool à l'arrière est limitée. A la plus

grande visibilité des femmes répondent la suspicion et la volonté de retour à l'ordre moral : la prostitution est sévèrement réprimée en Grande-Bretagne et en Allemagne où l'on peut emprisonner des femmes sur simple présomption d'infection vénérienne.

Il s'agit aussi de renforcer l'unité nationale. La propagande tente de construire et de consolider le consensus national. Les causes du combat sont quotidiennement rappelées aux civils, les chefs héroïsés. L'ennemi est stigmatisé, diabolisé même, puisque de fausses légendes circulent sur son compte : les Allemands couperaient ainsi les mains des petites filles. De plus, les Etats tâchent mobiliser culturellement les populations par différents supports de propagande : affiches, cartes postales, livres, cinéma d'actualité, mais également par les objets du quotidien comme la vaisselle ou les jouets d'enfants. Les enfants sont incités à faire des efforts à la hauteur des sacrifices des soldats. Une **culture de guerre** (discours et attitudes exprimant une violence contre l'ennemi et servant à justifier la guerre) patriotique se développe ainsi pour permettre aux soldats comme aux civils de tenir et supporter l'état de guerre.

L'engagement pour la guerre se fait aussi sentir chez les intellectuels, qui adhèrent massivement au conflit, comme le philosophe français Henri Bergson qui déclare en août 1914 que la lutte contre l'Allemagne est celle de « la civilisation contre la barbarie ». En réponse, 93 savants allemands lancent un appel patriotique « aux nations civilisées ». Il s'agit de légitimer la guerre et de dénoncer les nations adverses. Dire la paix est indicible. Alors que l'unanimité patriotique est partout affichée, les voix discordantes sont très rares. L'écrivain Romain Rolland publie en Suisse dès septembre 1914 un article intitulé *Au-dessus de la mêlée* dans lequel il s'alarme de voir sombrer la civilisation dans la guerre. Cette opposition mesurée lui vaut de très violentes critiques en France.

Dans un tel contexte, les scientifiques et les ingénieurs mettent leur savoir au service de la guerre. Le physicien allemand Fritz Haber met au point les premiers gaz de combat à base de chlore. L'ingénieur militaire Louis Adrian conçoit le casque qui équipe les soldats français à partir de 1915 (jusque-là, les Poilus ne sont équipés que d'un simple képi en tissu).

C/ Les civils, victimes de la guerre (livre p. 268-273)

1. Vivre en temps de guerre

Avec la guerre, les cadres sociaux et familiaux sont bouleversés. Les civils (les soldats mettent à part les « **embusqués** », ceux qui échappent aux combats, des « lâches » qu'ils caricaturent en bourgeois efféminés) sont éprouvés moralement. Ils vivent dans l'angoisse permanente de l'annonce de la mort d'un proche envoyé au front. Les premières semaines de la guerre, qui sont les plus meurtrières, confrontent les populations au deuil de masse. En France, la loi de 1917 crée le statut de « pupille de la Nation » par lequel l'État assume la charge des orphelins de guerre. En envoyant au front des millions d'hommes, qui sont autant de pères, de frères ou de fils, la guerre a déchiré les familles. Il faut apprendre à vivre avec l'absence et les rares permissions octroyées aux soldats. Les lettres échangées permettent de maintenir les liens : **les soldats**

français reçoivent entre 3.5 et 4 millions de lettres par jour notamment par les mairies de guerre qui apportent un soutien psychologique aux soldats du front.

Les civils sont confrontés aux bouleversements du quotidien. Les sociétés sont transformées par le conflit. L'absence d'hommes plonge de nombreuses familles dans d'importantes difficultés financières. Dans les campagnes, femmes, vieillards et enfants doivent assumer l'essentiel du labeur. Le soir, dans les villes, les lumières sont éteintes pour économiser l'énergie ou se protéger des attaques aériennes. De plus, il faut faire face aux pénuries et à l'afflux de réfugiés fuyant les zones de combat.

Cette mobilisation économique pour soutenir l'effort de guerre, les ravages sur les sols cultivables et l'exploitation des territoires occupés entraîne de fait des pénuries et l'obligation du rationnement (limitation de la quantité consommée d'un produit pour une période donnée) **doc 2 pg 263**. Or, ces rationnements contribuent à l'inflation (augmentation des prix) et entraînent une baisse du niveau de vie. **On souffre du froid et de la faim.** Le charbon comme le pain, la viande ou le sucre viennent à manquer. Les files d'attente se multiplient devant les magasins ; **le marché noir se développe. La situation est particulièrement difficile en Allemagne.** La population y souffre des inégalités du système de rationnement et du blocus maritime organisé par les Alliés dès l'automne 1914. L'hiver 1916-1917, surnommé l'« hiver des navets » est redoutable. Entre 450 000 et 700 000 civils sont victimes de la famine et de ses conséquences.

En 1917, le moral des civils fléchit. Il s'exprime dans la vague des grèves qui touche les différents pays belligérants. Les ouvrières et les ouvriers réclament une hausse des salaires pour faire face à la hausse des prix (en 1914, 500 g de lard coûtait 1.4 francs, en 1917, il s'achète 2.7 francs, le prix de 2 choux passe de 0.50 francs à 2.2 francs...). L'Union sacrée s'effrite : en Allemagne, une minorité pacifiste dénonce la guerre et forme un nouveau parti à gauche des socialistes, « les Spartakistes » ; en France, on passe de 17 grèves en 1914 à 696 grèves et 293 810 grévistes en 1917 (la première grande grève en France est celle des « **midinettes** » (les couturières) qui demandent une augmentation de salaires et a lieu en mai 1917) **doc 6 pg 269**. Cela dit, la crise sociale et politique n'empêche pas la poursuite de la guerre, sauf en Russie (**cf. le chapitre 9**).

Ainsi, en Russie, les grèves sont à l'origine de deux révolutions qui entraînent l'abdication du tsar en février 1917 puis la prise au pouvoir des bolcheviks en octobre 1917. Inspirés par la révolution russe, dans les pays belligérants, les manifestants chantent parfois *L'Internationale* et brandissent des drapeaux rouges. **Le pacifisme** (convictions et actions en faveur de la paix) se diffuse aussi dans l'opinion publique. En France, en septembre 1917, les ministres socialistes quittent le gouvernement d'Union sacrée. **En 1918, les troubles révolutionnaires se multiplient dans les Empires centraux.** Les pays de l'Entente parviennent à mieux maîtriser la contestation. La remobilisation des civils joue donc un rôle important dans la victoire finale de l'Entente et de ses alliés en novembre 1918.

2. Des populations prises pour cible

Si **les conventions de Genève (1864, 1906) et La Haye (1899, 1907)** sur le

traitement des civils et des prisonniers de guerre constituaient **une tentative de régulation de la guerre suivant les principes moraux et juridiques hérités d'un XIXème siècle progressiste et libéral (cf. chapitre 9), la Première Guerre mondiale va rapidement les transgresser au nom des nécessités militaires.**

Alors que la nation en guerre est partout exaltée, tous les belligérants cèdent à la **logique du soupçon envers les populations minoritaires et les ressortissants ennemis**. En France, des dizaines de milliers de civils allemands et autrichiens sont internés dès octobre 1914 dans **des camps d'internement**. Des mesures similaires sont prises au Royaume-Uni, ou encore en Australie et au Canada où les immigrés allemands sont mis au travail forcé.

Suite aux invasions, les populations se retrouvent prisonnières dans les zones occupées, en Belgique, dans le nord de la France **docs pg 268**, dans les Balkans ou encore dans les territoires ukrainiens et biélorusses. **L'occupation allemande de la Belgique et du nord de la France est marquée par une extrême dureté envers les civils**, mis au travail forcé (80 000 sur place, 62 000 déports en Allemagne) : couvre-feu, surveillance, exécution de présumés espions ou résistants, interdiction de déplacement et de la correspondance, réquisition... **L'occupation de l'est** (aux confins de la Pologne, de la Lituanie et de la Russie) **est plus brutale encore**, les militaires allemands considérant qu'il s'agit là d'un espace vide et sauvage à coloniser et à remodeler au mépris des populations soumises à l'arbitraire et à une violence quotidienne.

La modernisation de la guerre et sa radicalisation croissante conduit à l'élaboration de nouvelles stratégies guerrières **démultipliant la violence de guerre. Les bombardements sur l'arrière** se multiplient, entraînant d'importantes destructions matérielles, de nombreuses victimes et terrifiant les populations : 260 morts à Karlsruhe en Allemagne en juin 1916, 275 à Paris auxquels s'ajoutent les 256 victimes d'obus tirés en mars 1918 par des canons à longue portée, 130 km, la « canons de Paris ». A Londres, les raids des zeppelins puis des avions allemands font 1 400 morts et 3 400 blessés en 1917-1918 (pour limiter le risque d'un bombardement aérien, certaines villes tentent de se plonger dans le noir. A Paris, les réverbères sont éteints la nuit dans rayon de deux kilomètres autour de la tour Eiffel. En 1917, l'Etat-major cherche même à construire une réplique, un « faux Paris » pour tromper l'aviation allemande !). **Viser l'ennemi, c'est aussi atteindre ses symboles culturels** : avec l'université de Louvain (Belgique) brûle une collection inestimable de manuscrits médiévaux et la cathédrale de Reims, proche du front, est bombardée ; la propagande française le dénonce comme le signe de la barbarie des « boches ». Les bateaux civils sont aussi pris pour cible lors de la guerre sous-marine comme le Lusitania en 1915 (cf. chapitre 1) ...

Les armées se livrent à des atrocités lors des invasions. 6 500 Belges et Français sont tués par les troupes allemandes qui détruisent de nombreuses localités (Andenne, Dinant, Louvain) : cette violence s'explique par la présence au sein des troupes épuisées par une avance rapide d'une crainte des « francs-tireurs » civils : c'est pour réduire à néant cet ennemi imaginaire (qui doit beaucoup au souvenir de la guerre de 1870) que les militaires allemands déploient sciemment une extrême violence envers les population, cette violence devient pour les alliés un thème essentiel de leur propagande qui en fait le symbole de la « barbarie allemande » ; **60 000 civils sont**

exécutés en Galicie et en Serbie par les troupes austro-hongroises (dans *Le rapport sur les atrocités commises par les troupes austro-hongroises pendant la 1^{ère} invasion de la Serbie*, il est écrit « La façon dont les soldats ennemis s'y sont pris pour tuer et massacrer correspond à un système. Ce système est celui de l'extermination [...] L'homme s'est changé en brute sanguinaire. Un véritable accès de sadisme collectif s'est emparé de ces troupes [...] L'œuvre de destruction a été poursuivie par des hommes qui sont des pères de famille et qui, probablement, sont doux dans la vie privée »). **Un nouveau seuil de violence est franchi dans les empires autoritaires russes et ottomans.** Pour conjurer les difficultés, les autorités persécutent les minorités : Allemands (500 000 Allemands fuient la Prusse-Orientale envahie par l'armée russe, dont les violences sont amplifiées par les rumeurs) et Juifs en Russie (500 000 juifs sont déplacés de force début 1915), et surtout les Arméniens de l'Empire ottoman.

3. Le génocide² des Arméniens (Point de Passage p.270-273)

Au sein de l'Empire ottoman, vivent depuis des siècles des minorités non-musulmanes, juives et chrétiennes (Arméniens, Grecs orthodoxes, Syriaques). **Le recul de l'Empire au cours du XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème} siècle** (cf. les guerres balkaniques) **a accru les tensions entre les communautés. Entre 1894 et 1896, le sultan Abdülhamid II fait massacrer 200 000 Arméniens**, qu'il soupçonne de nourrir des projets d'autonomie, en liaison avec la Russie. **Le parti des Jeunes Turcs, au pouvoir à partir de 1908, veut « régénérer » l'Empire en renforçant le caractère musulman et surtout turc de l'Empire ottoman et surveiller étroitement les minorités, considérées comme des « ennemis de l'intérieur ».** En 1909, des milliers d'Arméniens sont massacrés à Constantinople et à Adana.

Les difficultés militaires de l'Empire ottoman, entré en guerre aux côtés des Allemands en novembre 1914, précipitent leur élimination. Quand l'armée ottomane est vaincue par les Russes en janvier 1915 à la bataille de Sarikamich, les Arméniens sont accusés de trahison au profit de la Russie. **La décision d'extermination des Arméniens est prise dès le mois de mars par le gouvernement des Jeunes Turcs.** Il s'en prend d'abord aux élites puis à partir de juin, organise une déportation systématique des Arméniens. Séparés des hommes, massacrés sur place, femmes, vieillards et enfants sont jetés dans des marches forcées en direction du désert syrien (qui appartient à l'Empire ottoman). Les plus faibles périssent. Celles et ceux qui survivent au désert sont internés dans des camps où ils sont massacrés, enterrés vivants ou brûlés vifs. Une seconde phase d'extermination a lieu de février à décembre 1916.

La volonté de destruction du peuple arménien, planifiée et organisée par un pouvoir étatique qui se fonde sur une idéologie nationaliste et raciste, est intentionnelle et systématique : c'est un génocide (mot qui n'apparaîtra qu'en 1944 sous la plume du juriste **Raphael Lemkin**). **Dès le 24 mai 1915, les pays de l'Entente condamnent ce « crime contre l'humanité ».** Crime qui a mobilisé des moyens à la fois militaires et civils et donne lieu à des pratiques de terreur et d'une extrême cruauté :

² Extermination systématique et programmée d'un groupe humain en raison de son appartenance ethnique, de sa nationalité ou de sa religion.

viols, assassinats, noyades, faim... **Entre 1,2 et 1,5 millions d'Arméniens périssent sur une communauté de 1,8 millions et entre 500 000 et 700 000 chrétiens d'Orient (Assyro-Chaldéens) sont aussi assassinés durant la même période.**

Après la guerre, les responsables du génocide sont jugés et condamnés à mort à Constantinople par contumace en 1919. Les responsables du génocide se sont réfugiés en Allemagne (qui avait censuré les informations sur le génocide, présence de militaires allemands lors du génocide). La Fédération révolutionnaire Arménienne monta alors l'opération *Némésis* qui a pour objet de faire d'exécuter les condamnations à mort prononcées par contumace en 1919 : huit hauts responsables turcs dont le maître d'œuvre du génocide, **Talaat Pacha bio pg 281**, sont ainsi tués par sept « justiciers » dont le plus connu est Soghomon Tehghirian (il a tué Talaat Pacha et ne fut pas condamné lors de son procès à Berlin).

>>> Pour ***l'historienne Annette Becker***, la Première Guerre mondiale a été « **un laboratoire pour le XXème siècle, un lieu d'essai pour la mettre en pratique et optimiser ses effets sur les hommes et le matériel.** »

>>> ***Le juriste polonais Raphael Lemkin (cf. supra)*** propose en 1933 de distinguer les crimes de guerre des « actes de barbarie » et « actes de vandalisme » perpétrés contre les civils et le patrimoine culturel dans un contexte d'occupation.

Conclusion

Pendant la Première Guerre mondiale, les civils sont des acteurs essentiels du conflit car ils sont mobilisés pour travailler, pour financer la guerre, pour effectuer de la recherche scientifique, pour soutenir les soldats au front coûte que coûte. La propagande et la censure sont très intenses. Mais les civils sont, dans le même temps, des victimes du conflit, alors que les conventions internationales les protègent théoriquement des violences de guerre. Ils peuvent être mis à mort, comme les victimes des bombardements, des torpillages ou du génocide arménien. Ils sont aussi confrontés à la dureté des conditions de vie au quotidien. Face à cette situation, des grèves et des révolutions éclatent dans les deux dernières années de guerre. Pour ***l'historien George L. Mosse***, la Première Guerre mondiale constitue une rupture dans la perception de la guerre : en banalisant la destruction de masse, elle modifie le rapport des hommes à la violence et à la mort. Les sociétés s'accoutumeraient ainsi aux violences physiques et psychologiques de la guerre : elles seraient « brutalisées ». ***Cette notion de « brutalisation »*** permettrait de comprendre le maintien de formes de violence dans l'après-guerre., notamment en Allemagne (putsch, assassinats, combats de rue...) voire l'arrivée au pouvoir des nazis. Cependant, pour d'autres pays dont la France, cette analyse semble moins pertinente, car on ne retrouve pas ce climat de violence politique dans les années 1920 qui voient plutôt le pacifisme se développer.

Sortir de la guerre

Le 11 novembre 1918, la Première Guerre mondiale s'achève en Europe occidentale sur un très lourd bilan, lié à une mobilisation mondiale des ressources et des hommes, ainsi qu'aux nouvelles capacités de l'armement. En 1918, les puissances et les peuples sont confrontés à plusieurs enjeux. Le premier est d'achever le conflit, qui se poursuit dans plusieurs parties du monde. Le second est de mettre en place une paix durable, fondée sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et les nouvelles valeurs promues notamment par le président américain Woodrow Wilson, alors que chaque pays entend mener une politique de défense de ses propres intérêts.

I. Construire la paix

1. Un lourd bilan

- Le bilan du conflit est particulièrement lourd. On dénombre **18,6 millions de morts**. Parmi eux, 9,7 millions de morts militaires et 8,9 millions de morts civils. À ces chiffres s'ajoute un nombre important de blessés et mutilés. L'Allemagne a perdu 2 millions de soldats, la Russie 1,8 million, la France 1,4 million. Mais on compte également en France 4,3 millions de blessés militaires, 300 000 morts civils, 600 000 veuves, 986 000 orphelins, sur une population de 41 millions de personnes en 1914.

- **Des régions entières sont dévastées**, comme le nord de la France, occupé par les Allemands pendant quatre ans, ou encore la Belgique, où certaines villes, comme Ypres, sont en ruines. Le patrimoine culturel a été durement touché : les Allemands ont pilonné la cathédrale de Reims, réduite à l'état de ruines.

2. De nouveaux principes

Le Conseil des Quatre à la Conférence de la paix : Lloyd George, Vittorio Orlando, Georges Clemenceau et Woodrow Wilson

- La paix est censée être négociée suivant des principes nouveaux. Ce sont ceux énoncés par le président américain Woodrow Wilson dans les quatorze points qu'il a énoncés en janvier 1918 comme condition à l'entrée en guerre des États-Unis en avril 1917. Parmi eux, le **droit des peuples à disposer d'eux-mêmes**, avec des exemples concrets comme la création d'un État polonais ayant libre accès à la mer. Ce nouvel ordre, d'essence démocratique, doit être garanti par une institution internationale où les nations pourront débattre en permanence : la **Société des Nations ou SDN**.

- Les Alliés acceptent ces principes, même si, dans les faits, ils suivent généralement leurs propres intérêts. C'est dans ce contexte que s'ouvre la **conférence**

de la paix, à Versailles, le 18 janvier 1919. Elle réunit les représentants de toutes les puissances victorieuses. Les vaincus ne sont pas représentés.

- Au sein de la conférence, le « groupe des quatre » assure les principales décisions, avec Clemenceau pour la France, Lloyd George pour le Royaume-Uni, Orlando pour l'Italie et Wilson pour les États-Unis. La Russie est considérée comme une puissance vaincue, suite à son retrait du conflit en 1917 et à la présence au pouvoir des bolcheviques.

3. La réalité des négociations

- La conférence de la paix aboutit à plusieurs traités, qui ont pour conséquence le démembrement des empires en Europe et à leur remplacement par des États-nations. Toutefois, ce principe a été soumis à des considérations pragmatiques et laisse subsister de nombreuses insatisfactions.

- Avec l'Allemagne, le **traité de Versailles**, signé le 28 juin 1919, est très dur : L'Allemagne est responsable de la guerre ; son **armée** est **limitée** à une force d'autodéfense de 100 000 hommes ; la **rive gauche du Rhin** doit être **démilitarisée** ; le pays subit des pertes territoriales : **l'Alsace et la Moselle sont rendues à la France**, des territoires sont cédés pour **constituer la Pologne, dont le corridor de Dantzig qui lui permet d'avoir un accès à la mer**, mais coupe l'Allemagne en deux, isolant la Prusse orientale ; il est interdit aux Allemands d'Autriche de s'unir avec l'Allemagne ; **l'Allemagne perd ses colonies**, qui sont remises à la France et à la Grande-Bretagne sous forme de mandats de la Société des nations ; **des réparations doivent être versées aux Alliés**, soit la somme de 132 milliards de marks-or.

- **Le traité de Saint-Germain avec l'Autriche** (10 septembre 1919) la réduit à sa seule zone germanophone, avec interdiction de s'unir à l'Allemagne.

- **Le traité de Trianon avec la Hongrie** (4 juin 1920) réduit le pays au tiers de son territoire de 1914, au profit des États créés suivant le principe des nationalités.

- **Le traité de Sèvres** (11 août 1920) ampute l'Empire ottoman de ses provinces majoritairement peuplées d'Arabes, de Grecs et d'Arméniens.

- De nouveaux États-nations sont créés : la **Pologne**, la **Tchécoslovaquie** avec des territoires prélevés sur les empires disparus. La Serbie s'agrandit des provinces peuplées de Slaves du Sud issus de l'Empire austro-hongrois et devient la **Yougoslavie**. La Roumanie reçoit la Transylvanie et la Grèce s'agrandit au détriment de la Bulgarie et de l'Empire ottoman.

- Toutefois, dans la plupart de ces États demeurent des **minorités nationales** sur lesquelles peuvent s'appuyer les nationalistes qui souhaitent réviser le traité de Versailles. Des minorités allemandes sont ainsi présentes en Pologne ou en Tchécoslovaquie, dans la région des **Sudètes**. **L'Italie est insatisfaite** des traités car, si elle obtient le Trentin et le Haut-Adige, elle voit certaines régions qu'elle revendique être attribuées à la Yougoslavie.

II. Achever la guerre

L'armistice du 11 novembre 1918 ne signifie pas la fin de tous les conflits. La guerre a en effet conduit à une déstabilisation durable de certaines parties du monde.

1. La vague révolutionnaire en Europe

- En Europe, la guerre a conduit à une **vague révolutionnaire**. Celle-ci commence en **Russie** en 1917. Le 15 mars, à la suite d'une insurrection à Petrograd (aujourd'hui Saint-Pétersbourg), le tsar Nicolas II abdique. La République qui se met en place sous la direction de Kerenski décide de continuer la guerre au côté des Alliés. Ce nouveau pouvoir est contesté par les socialistes au sein des conseils (« soviets ») qui, au sein des villes et des entreprises, représentent le pouvoir insurrectionnel. Au sein de ces soviets, les bolcheviques sont partisans d'une révolution immédiate. Le 24 octobre 1917, ils organisent une insurrection qui prend le contrôle de l'État. Leur chef, **Lénine**, fait sortir le pays de la guerre en signant une **paix séparée avec l'Allemagne** (paix de Brest-Litovsk en mars 1918). Il confisque les terres et les entreprises et s'engage dans une politique de répression vis-à-vis des opposants. Le parti prend le nom de **parti communiste** et influence de nombreux mouvements révolutionnaires en Europe.

En **Allemagne**, c'est une révolution qui a conduit à la chute de la monarchie et à l'armistice de 1918. Les membres du mouvement des **spartakistes** fondent en 1918 le **Parti communiste allemand (KPD)**. Ses chefs, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, organisent une insurrection avec les communistes les plus radicaux - les spartakistes - qui est violemment réprimée.

- En **Hongrie**, c'est Bela Kun qui met en place une **République des conseils** de mars à juin 1919. Une structure semblable est mise en place en Bavière. Partout, ces mouvements échouent, mais la vague révolutionnaire ébranle profondément les sociétés.

- En **Italie**, certains nationalistes sont insatisfaits du non-rattachement au pays de la ville de Fiume. En 1919, le poète Gabriele d'Annunzio prend la ville, avec des compagnies d'anciens combattants, les « *Arditi* » et y établit un État d'inspiration nationaliste, qui sera finalement rattaché à l'Italie en 1924 par Mussolini.

2. La lutte contre la Russie bolchevique

- La **lutte contre la Russie bolchevique** s'organise. Après le traité de Brest-Litovsk, les Allemands ont fait proclamer l'indépendance d'États-nations démembrés de la Russie.

- Ceux-ci ont été reconnus lors du traité de Versailles et s'engagent dans la lutte contre l'URSS, qui souhaite les réincorporer à son territoire. Il s'agit de la Pologne, des Pays baltes, de la Finlande. L'Ukraine a également proclamé son indépendance, de même que les républiques du Caucase. Ces États servent de base aux troupes russes « blanches », soutenant le tsar ainsi qu'aux corps expéditionnaires français et britanniques qui luttent contre **l'Armée rouge dirigée par Trotski**.

- Le renforcement par Lénine du « communisme de guerre » et la désorganisation des armées blanches conduisent en 1921 à la **victoire des « Rouges »** qui récupèrent le Caucase et l'Ukraine.

3. La poursuite de la guerre en Orient

- Au Moyen-Orient, les conflits continuent. En Turquie, les clauses du traité de Sèvres sont refusées par le nouveau chef de l'État-nation turc, Mustafa Kemal. Après trois ans de guerre, il parvient à faire adopter un nouveau traité, celui de Lausanne, en 1923. **L'espoir des Kurdes et des Arméniens d'obtenir un État est abandonné** et les deux millions de Grecs vivant dans le pays sont expulsés, échangés avec 500 000 Turcs vivant en Grèce.

- Dans les territoires arabes, les **espoirs d'indépendances sont déçus. Les Anglais et les Français se partagent les territoires sous la forme de mandats de la Société des nations (SDN)** : la France reçoit le Liban et la Syrie, la Grande-Bretagne l'Irak, la Jordanie et la Palestine. Les lieux saints de l'Islam, La Mecque et Médine, passent sous contrôle de l'Arabie saoudite.

III. La mémoire de la guerre et ses enjeux

1. Transformer les relations internationales

- Un des objectifs de Wilson était de sortir du cadre de relations internationales servant les intérêts de chaque puissance. Il propose en 1918, dans ses **quatorze points**, la constitution d'une organisation internationale. Toutefois, s'opposant au président et menant une politique isolationniste, le Sénat des États-Unis refuse de ratifier le traité de Versailles et de faire adhérer le pays à la future Société des nations (SDN). Celle-ci est malgré tout instituée le 10 janvier 1920. Ses principes comportent l'idée de sécurité collective et de prévention des conflits. Mais ni les puissances vaincues ni les États-Unis n'en font partie.

- La transformation des relations internationales provient donc surtout d'initiatives de **rapprochement entre les nations**. Les Anglo-Saxons mènent une politique de conciliation avec l'Allemagne sur la question des réparations, dont les paiements sont rééchelonnés. Le but est d'éviter un trop grand affaiblissement de l'Allemagne pour éviter qu'une révolution communiste y ait lieu. Après une période où elle tente de faire appliquer strictement le traité de Versailles, par exemple en faisant occuper la Ruhr en 1923 à cause de retards de livraisons allemandes du charbon prévu dans le cadre des réparations, **la France se rapproche de l'Allemagne**. À partir de 1924, Aristide Briand et Gustav Stresemann renouent un certain dialogue. En 1926, l'Allemagne entre dans la SDN.

2. Commémorer pour éviter les conflits

- Dans la plupart des pays, l'attitude qui domine est toutefois celle du recueillement et du souhait de ne pas voir se répéter les horreurs de la guerre. Le défilé des « gueules cassées » le 14 juillet 1919 témoigne de cette volonté de montrer l'atrocité de la guerre. En France, chaque commune se dote progressivement d'un monument aux morts portant le nom des morts et, le 11 novembre 1920, l'État fait placer sous l'Arc de triomphe la dépouille d'un soldat inconnu symbolisant le combat héroïque de la nation.

- Les artistes témoignent de cette construction des mémoires combattantes ou civiles. C'est le cas de l'Allemand **Otto Dix** avec *Les Joueurs de skat* ou son triptyque *La Guerre*.

3. L'héritage des brutalisations

- La guerre a également contribué à la brutalisation des sociétés. Confrontées à la vie au front, aux difficultés de l'arrière ou des zones occupées, marquées par les vagues révolutionnaires et l'émergence d'une violence politique nouvelle, notamment en Russie soviétique, **les populations européennes sont rendues plus sensibles à des discours radicaux et à l'idée de revanche.**

- Ainsi, la Première Guerre mondiale, par son impact et par son règlement qui ne satisfait pas certains pays, notamment la Russie, l'Allemagne et l'Italie, a profondément façonné le **contexte d'émergence des totalitarismes et mouvements dictatoriaux des années 1920 et 1930.**

LA PREMIERE GUERRE MONDIALE : LE « SUICIDE DE L'EUROPE » ET LA FIN DES EMPIRES EUROPEENS

CHAPITRE 9 pages 234 à 261

UN EMBRASEMENT MONDIAL EST SES GRANDES ETAPES

Si le XIXème siècle était empli pour S. Zweig d'une « foi dans un « progrès » ininterrompu, irrésistible, [qui] avait pour ce siècle la force d'une vraie religion » ; si l'Europe d'avant 1914, selon I. Kershaw, « se targuait d'être à l'apogée de la civilisation », la Première Guerre mondiale, **débutant en 1914 et s'achevant en 1918**, a été l'accouchement du XXème siècle. Avec l'assassinat, le 28 juin 1914, de l'héritier du trône d'Autriche-Hongrie et son épouse à Sarajevo par un nationaliste serbe, l'Europe « sombra entre 1914 et 1945 dans la barbarie », dans une « ère d'autodestruction calamiteuse » (Kershaw). Il est selon Jay Winter : « le récit fondateur de notre temps », tant du point de vue géopolitique (des empires séculaires ont disparu, des États sont nés (République Tchèque, la Pologne...), c'est le début du glissement du pouvoir mondial vers les Etats-Unis...) que du point de vue militaire (atténuation de la séparation populations civiles et militaires, mobilisation d'armes destructrices nouvelles, début des « hyperbatailles » (Cochet), mort de masse et anonyme...). Originellement européenne, **elle va vite devenir la première guerre mondiale de l'histoire** : les combats ont lieu en Europe, en Afrique, en Asie, sur terre et sur mer (et dans les air), mobilisent des Etats extra-européens (comme les Etats-Unis à partir d'avril 1917) et l'ensemble des colonies des pays européens engagés dans le conflit.

Comment une crise qui a éclaté dans les Balkans à l'été 1914 est très vite devenue un conflit d'abord européen puis mondial ?

I/ Des origines aux débuts de la Première Guerre mondiale

1) La poudrière européenne (doc 1 p. 236)

Des puissances rivales.

L'Allemagne est devenue la première puissance industrielle d'Europe. Elle entend exercer une influence mondiale au nom de la **Weltpolitik** prônée par l'empereur Guillaume II (la Weltpolitik, ou politique mondiale, prétend assurer l'expansion maritime et coloniale de l'Allemagne). Cela inquiète le Royaume-Uni, qui est dépassé par l'Allemagne sur le plan économique et qui veut maintenir sa suprématie maritime. Le Royaume-Uni adopte en 1889 la stratégie du **two-power standard**: la flotte britannique doit peser au moins autant que les flottes des deux puissances suivantes. En 1906, la mise

au point du **dreadnought** (abréviation de l'anglais « *which dreads nought* » (« qui ne redoute rien »), type de cuirassé mis au point par les britanniques et imité ensuite par les autres pays) lance une course aux armements navals.

Les nationalismes en Europe.

La France veut récupérer les « provinces perdues », l'Alsace et la Moselle, annexées en 1871 par l'Allemagne. L'Italie réclame **les terres irrédentes** (territoires revendiqués comme historiquement italiens, mais restés sous souveraineté autrichienne (Istrie, Dalmatie, Trentin, Tyrol du Sud) à l'Autriche-Hongrie. Dans les Balkans, les revendications nationales menacent de décomposition les vieux empires multinationaux. Dans les années 1870, des peuples slaves et chrétiens (Serbes, Roumains, Bulgares...) se libèrent de la domination ottomane (**vu en spé**). La Russie soutient la Serbie dans son projet de créer un Etat réunissant les Slaves du Sud (Yougoslaves), en les libérant de l'Empire austro-hongrois (Croates, Slovènes, Bosniaques). La région devient alors un foyer de tensions. En 1908, l'Autriche-Hongrie annexe la Bosnie-Herzégovine peuplée de nombreux Serbes (Orthodoxes). La Russie (Orthodoxe) se voulant la protectrice des peuples slaves, cette annexion empoisonne les relations russes et austro-hongrois.

La compétition coloniale.

Les puissances coloniales se disputent le contrôle de colonies en Afrique ou de zones d'influence en Asie. Depuis la fin du XIX^{ème} siècle, se multiplient les tensions entre le Royaume-Uni et la France au Soudan (cf. le cours sur la III^{ème} République et les colonies), entre la France et l'Italie en Tunisie (1882), entre l'Allemagne et la France au Maroc (en 1905) ou entre la Russie et la Grande-Bretagne en Iran et en Afghanistan. Mais jusqu'alors, ces tensions trouvent toujours une solution diplomatique.

Deux blocs face à face. Carte pg 236

L'Allemagne, qui craint une tentative française de revanche, et l'Autriche-Hongrie, qui redoute une agression russe s'allient au sein de **la Duplice** en **1879**. En **1882**, à la suite de l'établissement du protectorat français en Tunisie, l'Italie rejoint les deux pays pour former la **Triple Alliance (Triplice)**. A partir des années 1890, la France rompt son isolement. En **1894**, la France signe d'abord une alliance avec la Russie, qui craint le rapprochement entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie et désire bénéficier des capitaux français pour son industrialisation. Elle se rapproche ensuite du Royaume-Uni (qui sort alors de son « splendide isolement ») et signe avec lui l'« **Entente cordiale** » en **1904** (qui règle les différends coloniaux = Fachoda). En **1907**, la Russie signe un accord avec le Royaume-Uni, ce qui crée la **Triple Entente**.

2) La montée des tensions (1911-1914)

La crise marocaine d'Agadir en 1911.

Le contentieux entre la France et l'Allemagne porte sur le Maroc où l'influence des Français grandit. Une première crise avait déjà eu lieu en 1905 et s'était terminée à l'avantage de la France. En 1911, dans la baie d'Agadir, la marine impériale allemande, qui rivalise désormais avec la marine britannique, fait une démonstration de force. Le message est clair : la France doit abandonner son ambition d'asseoir un pouvoir sans

partage avec le Maroc. Un compromis est finalement trouvé (mainmise de la France sur le Maroc en échange d'une partie importante du Congo français, avec accès à l'Atlantique et contre cession à la France d'un petit territoire, le « bec de canard », situé au sud du lac Tchad) ; le risque de guerre est provisoirement écarté.

Les guerres balkaniques (1912-1913).

En 1912-1913, deux guerres localisées déchirent les Balkans. La première oppose les petits Etats balkaniques (réunis autour de la Serbie dans une ligue) à l'Empire ottoman. Rapidement vaincu, l'Empire doit abandonner ses dernières possessions européennes. Leur partage oppose alors les anciens alliés dans un nouveau conflit. Son issue, favorable à la Serbie, augmente encore la méfiance de l'Autriche-Hongrie à l'égard de ce pays.

Des pays prêts à la guerre.

Ces guerres inscrivent dans les esprits la perspective d'un conflit généralisé. Elles contribuent au resserrement des alliances, à l'augmentation des effectifs militaires (en France, **la loi des Trois ans de 1913** porte la durée du service militaire de deux à trois ans), à la croissance exponentielle des budgets militaires (il passe de 854 M de marks en 1905 à 1286 M de marks en 1914 pour la France ; de 838 M de marks en 1905 à 3 244 M de marks pour l'Allemagne **doc 4 p. 237**), à la modernisation du matériel de guerre, particulièrement l'artillerie lourde, à l'élaboration de plans militaires offensifs : en Allemagne, **le plan Schlieffen (1894)** que les Français connaissaient ; en France, **le plan XVII (1913)**.

3) L'embrasement de l'Europe (été 1914)

Le **28 juin 1914**, un nationaliste serbe, Gravilo Prinzip, assassine François-Ferdinand de Habsbourg, héritier de la couronne d'Autriche-Hongrie, et sa femme, Sophie, en visite à Sarajevo, capitale de la Bosnie-Herzégovine (**doc 5 p. 237**). Prinzip est un jeune étudiant serbe, membre de la « Main Noire », une société secrète liée au mouvement nationaliste serbe qui souhaite créer une « Grande Serbie ». C'est l'étincelle qui embrase l'Europe.

L'Autriche-Hongrie accuse la Serbie d'être responsable de l'attentat. Une fois assurée du soutien allemand, elle adresse à la Serbie un ultimatum le 23 juillet qui est rejeté par La Serbie. Le système des Alliances se met en branle (**doc 6 p. 237**), l'Europe prend feu. Le 28 juillet, l'empire austro-hongrois déclare la guerre à la Serbie. Le 30 juillet, la Russie mobilise pour défendre son allié serbe, l'Allemagne fait de même le 1^{er} août pour protéger son allié autrichien.

En France, l'assassinat de Jean Jaurès, chef de file du mouvement socialiste pacifiste, le 31 juillet 1914, par un étudiant nationaliste, Raoul Villain, laisse le champ libre à la mobilisation le 1^{er} août. Elle se voit déclarer la guerre par l'Allemagne le 3 août. Le 4 août, la Grande-Bretagne, d'abord réticente, déclare la guerre à l'Allemagne lorsque celle-ci viole la neutralité de la Belgique. Le 5 août³, l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Russie. Seule l'Italie, malgré son appartenance à la Triple Alliance reste neutre (elle choisira de rallier la Triple Entente en 1915).

³ C'est mon anniversaire mais je ne suis pas née en 1914 !!!!!!!!!!!

II/ 1914, de l'espoir d'une guerre courte à une guerre mondiale

1. Une guerre rêvée, fantasmée.

Une guerre régie par les Etats. Depuis le Traité de Westphalie (1643-1648) qui met fin à la guerre de Trente ans, **déclarer la guerre s'inscrit dans un processus diplomatique très réglementé, l'ordre westphalien (spé de terminales) :**

- installation de relations très codifiées entre les États avec ambassadeurs qui sont les représentants d'un État dans un autre.

- inviolables, des traités sont signés et si un conflit militaire arrive cela ne peut se faire sans un texte en bonne et due forme.

- La fin d'une guerre ne peut se faire que par Traité.

La codification des relations internationales a été renforcée à la fin du XIXème siècle avec notamment les **deux conventions de la Haye** aux Pays-Bas :

- **En 1899 :**

- + Règlement des conflits nationaux par arbitrage.

- + Médiation par pays tiers ou justice international.

- **En 1907 :**

- + Limitation de la violence en cas de guerre.

- + Interdiction des bombardements aériens, de déporter ou de maltraiter des populations civiles

- + Bon traitement des prisonniers de guerre qui doivent être visités par la Croix Rouge...

C'est beau n'est-ce pas !!!???

Une guerre planifiée par les États-majors.

Ce sera une guerre courte (d'où le mythe de « la fleur au fusil », à Noël tout sera terminé...) menée par des armées d'infanterie et de cavaleries (charges à cheval aux sabres et à la lance) avec des plans offensifs prévus :

- + Plan allemand = **Plan Schlieffen**. Mise sur le fait que la Russie va mettre du temps à concentrer son armée, ce qui laisse le temps à l'Allemagne de se concentrer sur la France avant de s'occuper de la Russie. Passage par la Belgique et déferlement sur la France pour prendre Paris à revers, **le tout pour une victoire en 4 semaines.**

- + Plan français = **Plan XVII**. Reprendre l'Alsace-Lorraine par une offensive rapide.

Une guerre d'autant plus courte que les Etats sont « maigres » en termes de moyens d'action et de finances publiques : **la guerre sera donc forcément courte vu qu'on ne pourra pas la financer plus de 6 mois.**

Pourtant des conflits récents laissaient présager que l'on entrait dans une forme belligérante moderne :

- **La guerre des Boers** (prononcée « Bours ») **en 1880 – 1881 puis 1899 – 1902** qui oppose les afrikaners en Afrique du Sud aux britanniques durant laquelle on constate que la puissance de feu des armes a été démultipliée en quelques années.

- **La seconde guerre entre Russie et Japon en Mandchourie (1904-1905)** avec l'apparition des tranchées, des fils de fer pour les protéger et de la difficulté de les percer avec des pertes innombrables (défaites des Russes).

- **Les guerres balkaniques (1912-1913)** avec l'usage des armes à feu, des pertes massives...

Les États-majors les ont observés avec attention mais n'en ont pas tiré les bonnes leçons. Les Français et les Allemands sont d'avis que ce sont des **guerres d'amateurs**. « **Le feu des armes modernes tue** » selon le **Colonel Pétain**, elles donnent un avantage considérable. L'idée générale est que la guerre va aller vite si on frappe un grand coup, alors qu'au contraire si les choses traînent la société ne le supportera pas.

Une conception de la guerre correspondant à un modèle très lointain. Les hommes qui entrent en guerre ont à leur disposition les moyens de leur époque (les industrialisations sont passées par là) mais des représentations très anciennes, dépassées datant presque de l'ancien régime ; la guerre est une source de gloire, d'imitation du passé :

+ 1930, **Churchill** Souvenirs de jeunesse (1930) : « La Guerre qui était jadis cruelle et magnifique est devenue aujourd'hui cruelle et sordide (...) La Guerre a cessé d'être une distraction de gentlemen »

+ « *Dulce et decorum pro patri mori* » = « il est doux et honorable de mourir pour la patrie », citation présente dans tous les ouvrages de remise de prix de l'époque.

+ **Hitler**, Mein Kampf, 1925 : « Emporté par un enthousiasme tumultueux, je tombais à genoux et remerciais de tout cœur le ciel de m'avoir donné le bonheur de pouvoir vivre à une telle époque. »

+ **Clausewitz** « La Guerre, c'est la continuation de la politique par d'autres moyens » (spé terminales)

Une idée passéiste de la notion de bataille. La vision d'une bataille est une bataille qui commence au lever du jour et finit à la tombée de la nuit (= batailles médiévales, napoléoniennes...). Dans les esprits contemporains, ce sera un conflit violent mais ponctuel et très centré dans l'espace.

➔ Dans l'Europe juste avant 1914, ce n'est pas la **Bourgeoisie libérale** qui est fortement majoritaire mais l'**aristocratie conservatrice** encore très présente dans tous les secteurs clefs (diplomatie, armée...) qui diffuse des **codes de comportements** qui n'ont pas ou peu bougé depuis le XVIème siècle et où **l'honneur et le courage** sont de première importance.

>>> A l'été 1914, mobilisations et déclarations de guerre répondent en chaîne à l'ultimatum adressé par l'Autriche-Hongrie à la Serbie. Dans la plupart des pays belligérants, la conscription permet de mobiliser une armée conséquente. Au Royaume-Uni, les volontaires répondent massivement aux campagnes d'enrôlement lancées dès août 1914. Partout, la conviction que la guerre sera courte, l'adhésion des opinions publiques à une guerre pose comme juste, le sens du devoir, la propagande expliquent l'efficacité de la levée des troupes.

2. Août-novembre 1914, l'espoir déçu d'une guerre courte (Point de passage 1914 : Tannenberg et la Marne p.240-241)

Sur le front ouest, conformément au plan Schlieffen, **le 4 août**, l'armée allemande envahit la Belgique (neutre) et le Luxembourg pour contourner les troupes françaises massées à la frontière franco-allemande. En quelques semaines, elle se retrouve à 40 kilomètre de Paris. **Le 6 septembre**, le général Joffre lance une contre-offensive au niveau de la Marne. C'est **la bataille de la Marne (6-12 septembre 1914)** : elle surprend les forces allemandes et les poussent à se replier.

Sur le front est, la Russie attaque l'Allemagne qui doit défendre sa frontière orientale. **Le 30 août**, **la bataille de Tannenberg (26 août – 15 septembre 1914)** arrête le « rouleau compresseur russe ».

	Bataille de Tannenberg	Bataille de la Marne
Deux fronts européens	Opérations sur le front de l'Est, à la frontière russo-allemande Bataille qui oppose l'armée russe à l'armée allemande	Opérations sur le front de l'ouest, au niveau de la Marne en France. Bataille opposant les armées allemandes, allemandes et britanniques
La stratégie militaire	Offensive russe du 17 au 25 août 1914 : avancée éclair russe au cœur du territoire allemand (la Prusse orientale) en direction de la mer Baltique sur 150 km. Contre-offensive allemande du 26 août au 14 septembre 1914 : acheminement de soldats et emploi de l'artillerie lourde : la percée russe est stoppée lors de la bataille de Tannenberg (30 août) puis repoussée.	Offensive allemande du 4 août au 5 septembre 1914 : l'Allemagne balaie la défense belge. Le Nord-Est de la France est envahi et l'ennemi est aux portes de Paris le 5 septembre ; Contre-offensive française du 6 au 12 septembre, appuyée par des renforts britanniques : elle stoppe l'avancée allemande le 12 septembre et repousse les Allemands plus au Nord (au niveau de l'Aisne).
Le bilan des batailles	Pertes russes : 30 000 morts et blessés et 92 000 prisonniers, prise de matériel de guerre ; La Prusse orientale reste totalement sous contrôle allemand ; La victoire incarnée par un chef : le général allemand Hindenburg	Pertes humaines : 84 000 morts allemands, 105 000 morts français, 8 000 morts britanniques ; - La Belgique et le Nord-Est de la France sont envahis par l'Allemagne ; - La victoire est incarnée par un chef : le général français Joffre

Sur le front ouest, après la victoire française, les deux armées tentent, sans succès, de se prendre à revers par le nord, jusqu'à la Manche : c'est la « **cOURSE à la mer** ». Une fois celle-ci atteinte **en novembre 1914**, le front se fige sur plus de 700 km (de la Manche à la frontière suisse), **jamais un front n'a été aussi long**. Les armées s'enterrent. La guerre s'enlise. Débute « **le système tranchées** » (F. Cochet) composés de plusieurs lignes de tranchées (excavations longues et étroites creusées dans le sol) qui vient à bloquer les offensives de l'ennemi. Avec lui commence **une guerre de position** qui va durer **jusqu'en mars 1918**. **Sur le front est**, l'immensité des espaces rend plus difficile la consolidation et contribue à une plus grande mobilité du front.

>>> Si le conflit est né et s'installe en Europe, les combats prennent très rapidement une ampleur planétaire. Avec la multiplication des belligérants et l'ouverture de nouveaux fronts, le conflit européen se mue en guerre mondiale.

3. Une guerre mondialisée.

Si en 1914, les fronts sont surtout européens. Très rapidement, des combats ont lieu en Europe (en mer du nord) mais aussi hors d'Europe. En mer, une guerre navale déjà mondiale a cours dès octobre 1914 : les flottes allemande, française et russe s'affrontent dans le détroit de Malacca (entre Indonésie et Malaisie). En novembre, la marine allemande inflige à la Royal Navy britannique sa première défaite depuis plus d'un siècle, lors de la bataille de Coronel au large du Chili. Toujours en novembre, les Britanniques mettent en place un blocus naval (déploiement d'une flotte pour bloquer l'accès aux côtes d'un pays) des côtes allemandes : plusieurs combats navals opposent les flottes britanniques et allemandes lors de la première «bataille de l'Atlantique ». Au blocus des côtes allemandes par les Britanniques répond, en octobre 1914, la décision allemande de lancer une guerre sous-marine (avec les U-Boot = nom des sous-marins allemands) contre les navires de guerre alliés d'abord, contre les navires de commerce ensuite (guerre sous-marine qui atteindra son paroxysme en 1917). L'état-major prend ainsi le risque de précipiter dans le conflit des Etats neutres, désireux de préserver la liberté des mers, comme les Etats-Unis, ou soucieux de rejoindre l'Entente dans la perspective de l'après-guerre, comme la Chine.

Dès 1914, l'engagement des empires coloniaux se fait sentir (livre p. 246-247). Les puissances européennes utilisent des troupes venues d'outre-mer. Le Royaume-Uni et la France mobilisent des soldats (600 000 pour la France et 2,7 millions pour le Royaume-Uni) et des ressources venus de leur empire colonial situé en Afrique, en Asie et en Océanie. De plus, des combats ont lieu dans les colonies ; les rivalités coloniales expliquant la multiplication des terrains d'affrontement. La marine allemande bombarde Madras (Inde, comptoir qui appartient à la France) et Papeete (Polynésie française). Le Japon (allié de l'Entente) attaque les possessions allemandes en Chine et dans le Pacifique. En Afrique, les troupes des colonies françaises, britanniques, belges et portugaises s'emparent des colonies allemandes Togo, Cameroun, Sud-Ouest africain, Afrique orientale allemande). Au contraire des fronts européen, l'Afrique connaît une guerre de mouvement.

Des États extra-européens entrent en guerre. En août 1914, le Japon entre en guerre aux côtés de la Triple Entente pour mettre la main sur les colonies allemandes en Asie-Pacifique : il adresse un ultimatum à l'Allemagne, lui imposant le départ de tous ses bateaux de guerre des eaux japonaises et chinoises ; le refus allemand entraîne une opération anglo-japonaise contre le port de Tsingtao en Chine, base de l'escadre maritime allemande puis la conquête japonaise des possessions allemandes dans le Pacifique. En novembre 1914, l'Empire ottoman s'engage avec les Empires centraux pour s'emparer des îles de la mer Egée et récupérer les territoires perdus lors des guerres balkaniques de 1912-1913. Le sultan ottoman Mehmet V appelle tous les musulmans au *djihad* (guerre sainte) : il espère fragiliser ses ennemis franco-britanniques en suscitant

des soulèvements dans leurs colonies. L'Australie prend possession dans les îles Caroline et Marshall...

III/ Novembre 1914 – Mars 1918 : une guerre enlisée

1. 1915, l'ouverture de nouveaux fronts aux marges de l'Europe

L'empire ottoman va être cerné de toutes parts : dans la région des Balkans, de nouveaux acteurs entrent en scène (Bulgarie, Roumanie), en Asie où le théâtre des opérations s'étend aussi (Egypte, Palestine) et dans la zone des détroits. En effet, pour rendre au conflit une mobilité stratégique (rappel : guerre de position sur le front ouest) et rompre l'isolement de la Russie, l'Entente décide d'ouvrir un front contre l'Empire ottoman. C'est **l'opération des Dardanelles** : la flotte franco-britannique tente sans succès d'attaquer Constantinople (**livre p.242-243**)

	L'opération des Dardanelles
Un nouveau front	- Un nouveau front sur le détroit des Dardanelles dans l'Empire ottoman où se battent les armées française, britannique et ottomane dès 1915 - Opération proposée par Churchill, premier lord de l'Amirauté, pour s'emparer du détroit des Dardanelles et disposer d'une porte de sortie pour les ports russes de la mer Noire vers la Méditerranée.
Les deux phases de l'opération	- Première phase : passage de quatre navires alliés dans le détroit, ouvrant la voie aux suivants, chargés de troupes. Mais les quatre premiers sont coulés. - Seconde phase compliquée : le débarquement de plusieurs centaines de milliers d'hommes sur le littoral ottoman, très accidenté et bien défendu. - Conditions de vie déplorables : pas d'eau douce, diffusion du choléra...
Le bilan de l'opération	- Bilan humain : 264 000 morts et blessés (autant du côté des Ottomans) - Bilan territorial : évacuation des soldats au bout de 10 mois, sans gain territorial, laissant de nombreuses pièces d'artillerie... - Bilan politique : la Royal Navy a été défaite par l'armée ottomane. Les stratèges britanniques ont échoué et Churchill doit démissionner.

Fin 1915, avec l'entrée en guerre de l'Italie, l'Allemagne doit se battre sur quatre fronts.

2. La guerre des tranchées

La guerre de position ou guerre de tranchée est une guerre défensive où chaque armée campe sur ses positions (au fond des tranchées). La guerre des tranchées oppose deux séries de lignes de **tranchées** (excavations longues et étroites pratiquées dans le sol et reliées entre elles par des boyaux de communication), dans lesquelles les armées se terrent) ennemies parallèles les unes aux autres, séparées par un **no man's land** qu'il s'agit de « percer » (Joffre) : c'est là que se passent les combats quand les soldats sortent des tranchées. **La guerre des tranchées** va symboliser dans les mémoires collectives, la Première Guerre mondiale.

Les conditions de vie des « poilus » (nom qui désignait à l'époque dans le langage familier ou argotique quelqu'un de courageux, de viril et surtout ils n'avaient pas le temps de se raser !!!) au front sont particulièrement dégradés. Ils sont exposés à tous les temps (froid et humide l'hiver et chaud l'été) et ne bénéficient d'aucun confort (nourriture froide...). D'autre part, les conditions d'hygiène sont déplorables : voir la nombreuse présence des rats et de poux qui peuvent être vecteurs de maladies...

Les combats.

Une bataille dans la guerre de tranchées se déroule en deux temps : **des tirs d'artillerie durant deux-trois jours préparent une offensive de l'infanterie qui aura comme objectif de s'emparer de la tranchée ennemie afin de « percer » (Joffre) le front.** Ces combats se caractérisent par une **violence inouïe grâce aux progrès de la révolution industrielle qui parviennent au front.** L'artillerie est plus efficace : les obus transpercent et déchiquettent les corps (75% des morts) ; les mitrailleuses sont mises au point, elles tirent des centaines de balles par minutes (15% des morts) ; on utilise pour la première fois les gaz asphyxiants (le gaz moutarde, l'ypérite en 1915), les lance-flammes et les chars d'assaut (1917) ; l'aviation est d'abord utilisée pour l'observation puis lors des combats aériens et enfin pour les bombardements ; on invente aussi les grenades et les sous-marins...

→ **C'est l'expérience de la mort de masse et de la mort anonyme** (9.5 M au total dont 1.375 M de morts pour la France et ses colonies (, 2 M pour l'Allemagne, 980 000 pour le RU et ses colonies.), **des nombreux blessés aux corps amputés** (21 M au total dont 4.26 M de blessés en F, 2 M pour le RU, 4.2 M pour l'All) **et aux « gueules cassées »** (300 000 en Europe dont 15 000 en France = naissance de la chirurgie réparatrice puis esthétique), **des « disparus » dont le corps a été pulvérisé ou est resté sans identification** (250 000 en F d'où le « soldat inconnu » inhumé le 11/11/1920) et **des traumatismes psychologiques** pour beaucoup des survivants...

3. Une guerre qui s'éternise

Sur le front de l'Ouest, le général Joffre lance des offensives inutiles et meurtrières en 1915 en Artois et en Champagne (392 000 soldats français morts ou disparus). Sur le front de l'Est, les Empires centraux progressent de 350 km en s'emparant de la Galicie, de la Pologne russe et de la Lituanie sans pour autant obtenir de succès décisif. Les adversaires s'enlisent dans une guerre d'usure (offensives de la guerre de position visant à affaiblir les capacités de résistance de résistance matérielles, humaines et morales de l'ennemi).

Symboles de la **violence de guerre inouïe et de cette guerre d'usure, les « Hyperbatailles » (F. Cochet)** pour distinguer les combats de la Première Guerre mondiale de ceux d'avant. Deux sont emblématiques, toutes deux en 1916 :

- **Bataille de Verdun (février à novembre 1916)** qui occupe une place très importante dans l'Histoire française car elle symbolise la résistance aux Allemands et la quasi-totalité des régiments français y ont combattu alors même que les pertes sont de 740 000 personnes de chaque côté (dont 300 000 morts, disparus, inaptes à reprendre le combat le lendemain...).

- **Bataille de la Somme (point de passage p. 244-245)**

	La bataille de la Somme
La bataille de la Somme	En juin 1916, alors que les Poilus se battent à Verdun contre les Allemands depuis le mois de février sans pouvoir l'emporter, le général britannique Douglas Haig, en coordination avec l'Etat-Major français, décide d'engager ses troupes lors d'une grande bataille sur la Somme, afin de soulager ses alliés.
Les moyens et la façon de combattre	Les moyens mis en œuvre lors de la bataille de la Somme sont colossaux. Des centaines de kilomètres de routes, de voies de chemin de fer, de canaux sont aménagés pour transporter les troupes, le matériel militaire et l'approvisionnement. La première semaine de la bataille, les Britanniques ont disposé 1 437 canons (soit tous les 18 mètres) pilonnant jour et nuit les positions allemandes, à raison de près de 8 000 obus par heure.
Le bilan de la bataille	Le bilan humain est terrible : 445 000 morts et disparus (dont la moitié côté britannique) et 600 000 blessés (dont la moitié côté allemand). Le bilan territorial est maigre pour ne pas dire inexistant : en novembre 1916, sur une bande de 35 kilomètres de large, l'avancée maximale des troupes alliées est de 15 kilomètres en profondeur. Haig surnommé « le boucher »

>>> Conséquence de ces années d'enlissement, de peu de gains territoriaux et de beaucoup de morts : **L'usure des combattants se fait massivement ressentir à partir de 1917**. La lassitude face aux sacrifices inutiles provoque les premières **mutineries (actes collectifs de désobéissance et rébellion des soldats contre leurs chefs)** russes et françaises. Après l'échec meurtrier de l'offensive du **Chemin des Dames en avril 1917** (Général français Nivelle), près de 60 000 français refusent de remonter en première ligne. Sous l'autorité du général Pétain, la discipline est restaurée car le général Pétain améliore le quotidien des soldats et a une stratégie militaire plus attentiste (« J'attends les Américains et les chars »). Les pertes de 1917 sont les plus faibles de la guerre.

>>> Pour aller plus loin, si l'envie vous titille ;-) → Un Débat historiographique :

Les soldats ont combattu, et même si les armées connaissent de nombreuses mutineries notamment en France à partir de 1917 elles ne s'effondrent pas exceptée celle de Russie. **Dans ces conditions, comment-ils tenu ? Comment se fait-il que la cohésion des armées se maintienne durant ces quatre années de guerre ? Deux écoles historiques :**

- **L'École de Péronne (notamment A. Becker, S. Audouin-Rouzeau) :** La guerre a été marquée du début à la fin par un **consentement à la guerre**, car les soldats étaient partie prenante d'une « culture de guerre » fondée sur un patriotisme intense, une haine de l'ennemi qu'on a tendance à sous-estimer aujourd'hui et un investissement religieux dans le conflit qu'on considérait comme une véritable croisade contre le mal dans les deux camps. La guerre était aussi vécue comme une **croisade pour la paix**. Si on gagne cela mettra fin à toutes possibilités de guerre européennes dans le futur. « *La der des der* » : montrent que cette expression trouve son origine pendant la Guerre. Les soldats ne doivent donc pas seulement être considérés comme des victimes, ils y participent activement que ce soit, si ce n'est avec plaisir, avec ferveur.

- **Le CRID 14-18 (notamment Cazals, Loez, Rousseau)** ont développé une thèse opposée. Pour eux la guerre est une **contrainte**, il n'y a pas vraiment de choix. Ce n'est pas un hasard si la majorité des textes livrés à la postériorité viennent de l'arrière, la haine de l'ennemi est à relativiser. L'obéissance est une valeur inculquée dès le plus jeune âge, **culture de l'obéissance** qui existe depuis un moment en temps de paix et va se prolonger dans le cadre du conflit. Ils tâchent également de mettre en lumière dans leur ouvrage les refus de guerre (mutineries, rébellions massives, mais faut aussi prendre en

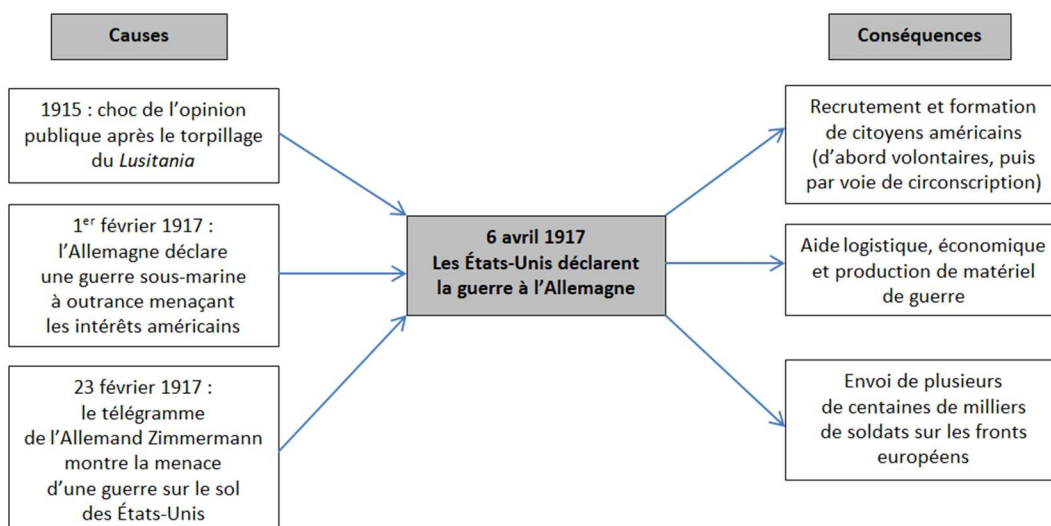
compte les mini-refus qui sont significatifs → recherche de la **fine blessure** qui ne vous mutile pas de manière irrémédiable mais vous dispense des combats du front).

- Des historiens comme **Cochet et Jankowski** ont tâché de réaliser une **synthèse des deux thèses**. Il faut sortir de cette idée que les soldats ont combattu par consentement ou contrainte. L'armée la plus répressive, la plus autoritaire (la russe) est précisément celle qui se disloque. Ce n'est donc pas la contrainte qui les fait tenir. Quand on regarde les actes de refus de combat, on constate qu'ils sont minoritaires et que la majorité des mutins **refusent**, non pas de combattre, mais **les offensives inutiles**. Ils se considèrent comme de véritables citoyens et écrivent aux maires, aux députés pour se faire entendre et que ceux-ci agissent. Même les grèves ouvrières cessent quand une offensive ennemie a lieu, on fait passer la défense de la patrie avant tout. Les auteurs avancent que les violences interpersonnelles sont très rares. 6 000 personnes auraient été hospitalisées pour blessures à l'arme blanche ce qui est dérisoire. **Moral des soldats** en constant changement, ils combattent pour un ensemble de facteurs qui sont indissociables les uns des autres. Certainement le patriotisme mais surtout par solidarité pour ses camarades.

IV/ Mars - Novembre 1918 : achever la guerre

1. L'entrée en guerre des Etats-Unis (livre p.250-251)

Le 6 avril 1917, le président états-unien Wilson déclare la guerre à l'Allemagne.



Les États-Unis, bien que soutenant économiquement les Alliés de l'Entente, restent neutres jusqu'en 1917. L'affaire du **télégramme de Zimmermann** (le 16 janvier 1917, Arthur Zimmermann, secrétaire d'État allemand aux Affaires étrangères, adresse un télégramme secret à son homologue mexicain. Il lui fait part de l'intention de son pays de reprendre la guerre sous-marine (interrompue en mai 1915 par peur de représailles américaines) dans le conflit qui l'oppose à la France et au Royaume-Uni (elle reprendra en effet dès le 1er février 1917). Zimmermann propose par la même occasion une alliance au Mexique, avec à la clé, en cas de victoire, l'annexion du Sud des États-Unis) et la reprise de la guerre sous-marine à outrance (en 1917), ravivant le souvenir du torpillage du **Lusitania** (paquebot transatlantique britannique) de 1915, poussent le président Wilson et le Congrès, **le 6 avril 1917**, à déclarer la guerre à l'empire allemand. [A la demande des États-Unis, de nombreux pays d'Amérique centrale et des Caraïbes déclarent la guerre à l'Allemagne en 1917-1918 (Panama, Cuba,

Guatemala, Costa Rica, Nicaragua, Haïti, Honduras) ; le Brésil fait de même, fournissant aux Alliés des navires, des soldats et des médecins].

Seulement, l'armée américaine (dirigée par le **général Pershing**) est réduite à quelque 32 000 hommes. Et le système de conscription ne suffit à envoyer des contingents et une marine professionnelle. L'appel aux volontaires s'appuie sur le symbole américain par excellence de l'Oncle Sam **doc 5 pg 251**, devenu populaire au milieu du XIXe siècle. En mars 1918, les volontaires n'étant pas suffisamment nombreux, le gouvernement impose la conscription, service militaire obligatoire. Des dizaines de camp d'entraînement voient le jour sur le sol états-unien pour préparer les recrues, acheminées massivement sur les fronts européens à partir du printemps 1918 (2 millions de soldats) et renversant le rapport de force sur le terrain à l'été 1918.

2. L'effondrement de la Russie (livre p.248-249)

Au début de l'année 1917, la guerre est tenue pour responsable de la situation et du mécontentement vif des populations russes, qu'elles soient à l'arrière (femmes, mères de maris mobilisés ou tués, ouvrières des usines) ou sur le front (soldats épuisés, multiplication des désertions, mutineries). Cela prend la forme de manifestations publiques, de grèves, de mobilisations hostiles à la continuation de la guerre et à la vie chère. Débordé, le tsar Nicolas II, qui représente la Russie en guerre depuis 1914, abdique et un gouvernement provisoire se met en place, sous la direction de Kerenski, un bourgeois en février 1917. Face à la situation qui ne s'améliore pas, **Lénine (bio pg 249)**, chef du parti bolchevik, revenu le 1^{er} avril 1917 en Russie, organise un coup d'État rapide dans la nuit du 24 au 25 octobre et renverse le gouvernement provisoire.

L'impact de ces révolutions politiques en Russie est important sur le conflit. En effet, la première montre à tous les peuples en guerre qu'un pouvoir, même impérial et séculaire (depuis plusieurs siècles), peut vaciller sous la mobilisation de sa population. Le pacifisme est parfois scandé jusque dans les tranchées françaises à l'exemple russe. **Surtout, la révolution d'Octobre met fin à la guerre entre la Russie et l'Allemagne (paix de Brest-Litovsk mars 1918), modifiant de fait de façon non négligeable le rapport de force entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie face au camp des Alliés à l'Ouest, vers lequel elles peuvent désormais redéployer leurs troupes.**

L'effondrement de la Russie en 1917 est d'abord l'effondrement de la monarchie impériale au pouvoir depuis plusieurs siècles, accompagné de son effondrement militaire.

3. La victoire des forces de l'Entente (Point de passage livre p.252-253)

La fin à la guerre entre la Russie et l'Allemagne, modifiant de fait de façon non négligeable le rapport de force entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie face au camp des Alliés à l'Ouest, vers lequel elles peuvent désormais redéployer leurs troupes et lancer une grande offensive sur le front Ouest en mars 1918.

	La dernière offensive allemande
L'offensive allemande	- Une vague d'offensives est lancée par l'Allemagne au printemps 1918 : en mars en Picardie, en avril dans les Flandres et en mai en Champagne. - Jusqu'au début juillet, cette vague d'offensives est un succès : gains territoriaux conséquents (elle a percé les tranchées alliées), pertes militaires infligées à l'ennemi, prisonniers alliés par milliers...)
La contre-offensive alliée	- De juillet à novembre 1918 (l'assaut final est lancé par le général Foch le 12 septembre) : des contre-offensives menées par les armées alliées font reculer le front sur près de 200 km et repoussant les armées allemandes dans l'intérieur de la Belgique et vers la frontière allemande. - Cette avancée s'explique par l'épuisement et les pertes humaines des armées allemandes et par la supériorité humaine (apport de 2 millions de soldats américains) et matérielle (utilisation des chars) des Alliés.
Le bilan de l'offensive	- En octobre 1918, l'armée allemande est dans une situation catastrophique (700 000 morts entre avril et octobre). - Des négociations de paix sont engagées. Suite à l'abdication de l'empereur Guillaume II, le 9 novembre 1918, un armistice (convention signée mettant fin à des combats) est signé à Rethondes le 11 novembre 1918 : il met fin aux combats sur le front de l'Ouest.

Dans les Balkans, **l'armée alliées d'Orient** (= regroupement de troupes française, britanniques, serbes, italiennes, russes et grecques, placées sous l'autorité du général français Franchet d'Espèrey) lance une offensive en septembre 1918. La rupture du front de Macédoine provoque les capitulations en chaîne des différents belligérants : après la Bulgarie qui signe l'armistice le 29 septembre, l'empire ottoman le 30 octobre, l'Autriche puis la Hongrie cessent les combats. Mais les combats ne s'arrêtent pas dans les Balkans, car l'armée d'Orient intervient alors depuis la Roumanie contre la Russie bolchévique, il s'agit pour les Occidentaux d'éradiquer le danger communiste.

La suite au prochain épisode !!!!!!!